

CONTRIBUTION DU CLUB BIOGAZ

À la consultation publique n°2019-013 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TERÉGA

Cette contribution vise à répondre aux questions de la Commission et à souligner dans un 1^{er} temps les restrictions d'informations sur les moyens déployés par les opérateurs de réseaux de transport de gaz naturel, en faveur du biométhane. La contribution reprend les commentaires de la filière sur les principes généraux du timbre d'injection développé dans la consultation publique n°2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection (dans la tarification).

1 Manquements d'informations dans la consultation

La confidentialité des informations des opérateurs de réseaux dans les données fournies au Cabinet Schwarz and Co affecte la capacité de l'Interprofession à se prononcer sur les moyens demandés. L'Interprofession se réfère en particulier au tableau 264 (pour GRTgaz).

2 Soutien au biométhane par la Commission de régulation de l'énergie

L'Interprofession rappelle que le Comité de prospective de la Commission a publié un objectif de production de biométhane à hauteur de 39 à 42 TWh/an en 2030. Ce seuil est supérieur aux ambitions publiées dans le 1^{er} projet de décret relatif à la PPE, en début d'année (projet encore susceptible d'améliorations).

Dans son projet d'ATRT7, la Commission prend en compte les dispositions du « décret relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie¹ (PPE) a défini un objectif de 8 TWh de biogaz injectés en 2023. Le projet de décret relatif à la PPE soumis à consultation en janvier 2019 prévoit à ce stade une légère baisse de ces objectifs pour 2023 (6 TWh de biogaz injectés) mais fixe un objectif de 14 à 22 TWh de biogaz injectés dans les réseaux d'ici 2028. »

L'Interprofession souligne que les projets actuellement dans la file d'attente et qui ont dépassé le stade de l'indentification ADEME et/ou de la demande d'attestation préfectorale ouvrant droit à l'achat du biométhane atteignent déjà les volumes prévisionnels du nouveau décret PPE.

L'Interprofession souligne ainsi que les moyens affectés au biométhane sont vraisemblablement insuffisants.

¹ Décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie

3 Analyse et réponses aux questions

3.1 Q9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et TERÉGA ?

3.1.1 PPE et capacités dans la file d'attente

L'Interprofession souligne la demande de GRTgaz de bénéficier d'une hausse des effectifs entre 2019 et 2023 par l'internalisation des compétences clés SI et le développement du biométhane et des nouveaux gaz. Si l'Interprofession n'est pas compétente pour se prononcer sur les SI et les nouveaux gaz, elle considère que la multiplication des projets industriels et agricoles de production de biométhane demande des effectifs en rapport avec la croissance de ces projets et des volumes injectés sur les réseaux. Ces volumes seront de

- 6 TWh/an en 2023 (hypothèse basse) et multipliés par 6
- 22 TWh/an en 2028 (hypothèse basse) et encore multipliés par 4

A mi-2019, le GT biométhane piloté par l'ADEME enregistre des capacités dans la file d'attente de 19 TWh/an de projets :

- 711 projets sont identifiés au 16 septembre 2019 – représentant 33 millions de tonnes de substrats (dont 622 installations à la ferme et centralisées représentant 13 millions de tonnes de substrats).
- 576 nouvelles demandes d'identification ADEME² ont été déposées en 2019 (représente 80 % des demandes effectuées depuis 2012) pour 12 TWh/an.

Dans ce contexte, les opérateurs de réseaux ont l'obligation de répondre aux demandes d'études de raccordement et par la suite d'investir dans les raccordements qui répondront aux critères du Droit à l'Injection.

3.1.2 Frais de personnels de GRTgaz et de TERÉGA

3.1.2.1 GRTgaz

Dans le texte de la consultation, la CRE indique

GRTgaz souhaite réaliser une augmentation nette de sa trajectoire d'effectifs de 122 ETP sur un effectif d'environ 3000 ETP sur la période 2020-2023, dans un cadre global de création de 230 postes, dont 59 redéploiements (personnel précédemment affecté à d'autres activités qui ont pris fin, comme par exemple les grands projets de développement du réseau) et 49 efforts de productivité (sur les 230 créations de poste, GRTgaz s'engage à en pourvoir 49 avec l'effectif existant, déjà mobilisé sur des activités pérennes).

L'auditeur considère que le nombre de créations de poste (hors ceux associés à l'internalisation des compétences SI, qui fait l'objet d'un traitement ad hoc) demandé par GRTgaz est surestimé. Parmi les 230 ouvertures de poste demandées par GRTgaz, seules 152 sont retenues par le consultant, pour les raisons suivantes :

² Auparavant les demandes d'identification ADEME intervenaient tardivement mais dans le contexte actuel et afin de se garantir le bénéfice du contrat d'achat de biométhane, les demandes d'identification peuvent intervenir lors des phases d'études détaillées (D1-D3).

- l'augmentation des effectifs liée au développement du biométhane semble, d'après l'auditeur, largement surévaluée au vu du nombre de raccordements prévus sur la période ATRT7 (15 à 20 raccordements par an) ;

...

L'Interprofession ne comprend pas quelle part des 152 postes projetés par GRTgaz (retenus par Schwarz and o) correspond au développement projeté du biométhane.

Nous savons que les gestionnaires de réseau ont des obligations vis-à-vis des porteurs de projet biométhane :

- Les gestionnaires de réseau ont l'obligation de raccordement au titre du droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution des producteurs de biométhane conformément à l'article L111-97 du code de l'énergie
- Les gestionnaires de réseau ont de nouvelles obligations créées par la loi EGAlim déclinée dans le décret « droit à l'injection » de janvier 2019 :
 - ils devront réaliser un zonage France, concerté localement et réactualisé tous les ans sur la prochaine période tarifaire comme le propose la CRE dans sa consultation biométhane (plus fréquemment que dans le décret)
 - ils devront étudier les projets de renforcement sur les zones proches de la saturation
 - ils devront établir les programmes d'investissement pour chacun des ouvrages de renforcement et, pour les GRT, les soumettre à la CRE pour validation³
 - Les gestionnaires de réseau doivent réaliser les investissements de raccordement, et ceux de renforcement dès lors que la CRE aura validé qu'ils remplissent les critères fixés

L'Interprofession considère que l'absence de données sur les moyens en personnel nécessaires aux investissements projetés pour l'injection de biométhane n'empêche pas de remarquer que les opérateurs de réseaux de transport sont les plus impactés par ces investissements.

Le consultant propose en conséquence un ajustement à la baisse par rapport à la demande de GRTgaz des frais liés au personnel de 23,9 M€ en moyenne par an (soit en cumulé sur la période ATRT7 de 95,5 M€), essentiellement lié à la prise en compte d'un nombre moindre de création de postes sur la période et à la baisse des taux.

L'Interprofession remarque que le consultant a évalué les besoins en personnel de GRTgaz sur la base d'une trajectoire de raccordement de projet de biométhane minorée par rapport aux projections actuelles du GT Biométhane piloté par l'ADEME qui corroborent celles de GRTgaz.

Ces besoins en personnel doivent être croisés avec le taux de concrétisation des études de raccordement à un réseau (jalon D2) dont la probabilité de transport ou de distribution de gaz naturel a été réalisée par le gestionnaire de ce réseau (probabilité de 40 %)

« La CRE envisage de retenir un volume injecté total de 6 TWh de biométhane injecté à horizon 2023, tel que prévu par le projet de PPE, soit un ajustement de -40% des trajectoires demandés par les gestionnaires de réseau.

Pour GRTgaz, cet ajustement revient à retenir 1,1 TWh de biométhane injecté à horizon 2023 (à comparer à 1,8 TWh dans sa demande) et un rythme annuel moyen de 12 nouveaux raccordements par an sur la période ATRT7 (à comparer à 20 par an dans la demande de GRTgaz). »

³ Ces investissements se décomposent, pour un tiers, en investissements de renforcements (435 M€ de rebours et 65 M€ de maillages estimés) et, pour les deux tiers restants, en investissements d'extensions (1060 M€ estimés), selon les estimations de GRDF, GRTgaz et Teréga – source : consultation publique n°2019-015 .

Tableau 57. Prévisions du nombre de raccordements biométhane retenues par Schwartz and Co

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
# cumulé de raccordements biométhane	7	12	16	25	37	49
# nouveaux raccordements		5	4	9	12	12

3.1.2.2 TERÉGA

L'interprofession n'est pas en mesure de se prononcer sur l'augmentation des effectifs demandée par TERÉGA (40 effectifs) et sur la valeur retenue par SCHWARZ and Co (21 effectifs). L'interprofession remarque que les besoins de raccordements (et les besoins d'études en amont) projetés dans la consultation publique sont limités et qu'aucune demande n'est projetée pour l'année 2023.

L'Interprofession souligne sur cet élément que l'exercice du nouveau Droit à l'injection pourrait demander des moyens qui n'étaient peut-être pas envisagés dans les premières évaluations de l'ATRT7. Il en est de même pour les investissements de renforcement, en forte baisse dans l'ATRT7 par rapport à l'ATRT6.

4 Conclusions

En termes d'études, GRTgaz et Teréga seront confrontés à des demandes d'étude en forte augmentation, pour chacun des projets et chacune des zones d'injection (500 zones identifiées). Les porteurs de projet ne pourront pas accepter que la filière soit freinée par une incapacité des gestionnaires à répondre à ces demandes d'étude.

L'Interprofession s'inquiète de la réduction d'objectifs et de moyens de 40 % pour le développement du biométhane entre les demandes des opérateurs et les évaluations de la Commission. **Cet écart entre les hypothèses de la CRE et celles des opérateurs de réseaux est trop important et une actualisation des moyens retenus dans l'ATRT7 devrait considérer une hypothèse convergente.**

L'Interprofession est disponible pour participer aux consultations éventuelles sur un scénario partagé sur les besoins en personnel pour le développement de l'injection de biométhane dans les réseaux de transport de gaz naturel.

Annexe : Introduction d'un timbre d'injection : rappel des commentaires de la profession lors de la consultation publique n°2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection (dans la tarification).

La Commission propose d'introduire un timbre d'injection dans les tarifs de réseaux proportionnel à des coûts d'exploitation et en €/MWh avec l'argument que « *Le dispositif de recouvrement des coûts en vigueur, qui conduit à ce que les producteurs ne paient que la partie non réfactée de leur raccordement n'incite pas les producteurs à faire des choix de localisation optimaux pour la collectivité. À ce titre, le principe d'introduire un timbre d'injection a été proposé par la CRE dans la consultation publique relative à la structure tarifaire des tarifs de gaz de mars 2019.* »

L'Interprofession considère que les *choix optimaux de localisation pour la collectivité* des projets de méthanisation répondent à de multiples critères et principalement à l'acceptabilité locale des projets, à de la réglementation ICPE puis à des critères objectifs de situation par rapport aux producteurs de matières (approvisionnement en intrants), au territoire d'épandage des digestats (distances d'épandage) et dans un second ordre, aux réseaux électriques et gaziers.

Certaines activités agricoles ou industrielles existantes n'ont aucunement le choix de leur site de méthanisation et du point d'injection (ou alors à quelques dizaines ou centaines de mètres près). C'est par exemple le cas des STEP et ISDND, qui préexistent indépendamment de toute considération de valorisation du biogaz qu'elles produisent.

Les données de distance de raccordement de la CRE montrent déjà un éloignement des projets par rapport aux réseaux, avant la mise en place du mécanisme de réfaction ce qui montre bien que les critères règlementaires et économiques sont déjà déterminants.

Le timbre d'injection projeté modifie les équilibres économiques des projets alors que son coût n'était pas prévu lors des études préalables au tarif d'achat du biométhane (tarif d'achat du 23 novembre 2011). Son niveau est déraisonnable si on le compare aux raccordements électriques des ENR ou aux coûts d'entrée sur le réseau national de gaz naturel.